



09 Ensemble, pour les quartiers en difficulté



08 PARIS QUE J'♥



12 24 HEURES AVEC CATHERINE



06 TABLE RONDE

SONIA GOMAR
SOPHIE MEYNAUD
JEAN BRAFMAN



14 Un autre tourisme

Les EluEs communistes et apparentéEs de Paris

AdjointEs au Maire de Paris

Clémentine AUTAIN (app.), Jeunesse (17^e)
Martine DURLACH Politique de la Ville (19^e)
Alain LHOSTIS Santé et APHP (10^e)
Pierre MANSAT Collectivités territoriales IDF (20^e)

ConseillerEs de Paris

Nicole BORVO (13^e)
Francis COMBROUZE (13^e)
Jacques DAGUENET (11^e)
José ESPINOSA (12^e)
Catherine GEGOUT (20^e)
Sophie MEYNAUD (18^e)
Jean VUILLERMOZ, Président du groupe (19^e)

ConseillerEs d'arrondissement

1^{er} Dominique D'HENRY
2^e Simonne GOENVIC
3^e Philippe STIERLIN
4^e Evelyne ZARKA
9^e Patrice COHEN-SEAT
10^e Jean-Pierre LEROUX, Sylvie SCHERER (app.)
11^e Françoise BARAN
12^e Marie-Claire CALMUS
13^e Nelly CHELS, Jérôme RELINGER
14^e Jean CALVARY, Camille MARQUES
15^e Véronique SANDOVAL
17^e Jean-Luc GONNEAU (app.)
18^e Dominique CHERIN, Bruno FIALHO, Céline GODIN
Isabelle MAYER
19^e Catherine BALLESTER, Joël HOUZET
20^e Jacques BAUDRIER, Catherine VIEU-CHARIER,
Fernanda MARRUCHELLI

ConseillerEs régionaux

Patrice BESSAC, François LABROILLE, Véronique SANDOVAL

Sénatrice

Nicole BORVO

Site www.elusparis.pcf.fr, Contact : info@elusparis.pcf.fr
Tel 01 42 76 57 68, Fax 01 42 76 62 39
Site du Pcf Paris : www.pcf.fr
Site de la ville : www.paris.fr

L'Autre Paris

Journal des éluEs communistes de Paris
ISSN n° 1950-4624

Directrice de publication :

Catherine Gégout

Association départementale des élus communistes et républicains de Paris (ADECR 75)
Groupe communiste, Hôtel de Ville, 75 196 Paris RP, Tél. 01 42 76 57 68,
fax 01 42 76 62 39, www.elusparis.pcf.fr, contact : info@elusparis.pcf.fr

Conception :

REGARDS

Conception graphique : Sébastien Bergerat

Photos : AGIR, p.5 ; André Lejarre/Le Bar Floréal, p.6 ; Diane Grimonet, p.8 ;
Mairie de Paris/DU, p.9 ; Mairie de Paris/DGIC, p.11 ; André Lejarre, Catherine Gégout, p.12-13 ;
M. Domage, Hervé Le Gac/CRT, Jean-Charles Pinheira, Ludovic Maisant/CRT,
Nicky Suze Bouwmeester, O Château/CRT, Thierry Daniel/DIAF, p.16.
Illustration p.8 Sébastien Bergerat.

Commission paritaire n° 1108 G 88 540 - Le n° 3 €, les 4 N° 10 € - Impression : CL2

Téléchargeable sur www.elusparis.pcf.fr

A nos lecteurs

Ce numéro de l'Autre Paris sera le dernier de la mandature. Après mars 2007 c'est une équipe renouvelée d'élu-e-s communistes qui continuera l'action entreprise.

Cette équipe devra construire aussi ses propres outils d'expression et de communication, en s'appuyant sur les acquis.

Une analyse critique de ce que nous avons réalisé dans la présente mandature lui sera donc nécessaire pour passer à une nouvelle étape. C'est vrai pour le site www.elusparis.pcf.fr, qui est très régulièrement consulté par plus de 400 internautes par jour, c'est vrai pour ce journal, envoyé par courrier tous les 3 mois à 10000 destinataires : militants associatifs et politiques, responsables de structures diverses intervenant dans la vie de Paris et de l'agglomération.

Aussi aidez cette nouvelle équipe en nous envoyant dès maintenant vos remarques et propositions concernant ce journal, son contenu, sa forme, son utilité.

Par mail à info@elusparis.pcf.fr, ou par courrier à l'attention de Catherine Gégout, Groupe communiste, Hôtel de ville 75 196 Paris RP.

Merci à chacun et chacune d'entre vous, et nous en profitons pour vous adresser nos vœux les meilleurs pour cette nouvelle année en souhaitant que nous continuions à travailler ensemble pour un Paris solidaire, écologique, démocratique.

Les élu-e-s communistes de Paris

GRATUITÉ DES MANUELS SCOLAIRES

Le renouvellement des collections de manuels scolaires gratuits, mesure phare mise en place par le Conseil régional, doit être achevé cette année avec les livres de Terminale. Le budget 2008 étant en baisse, le Président du Conseil régional s'est engagé à ce que le programme prévu soit réalisé en totalité. Dont acte...

MAL LOGÉS : UNE VOIE OUVERTE

7 fois les gardes mobiles et CRS ont délogé les familles de Droit Au Logement installées sur le trottoir de la rue de la Banque. Deux mois et demi de lutte et le gouvernement a fini par céder. 374 familles sans logis ou vivant en hôtel dans des conditions indignes seront relogées en un an, sous le contrôle d'un comité de suivi et en mobilisant toutes les possibilités. Une occasion de donner un contenu réel à la loi DALO ?



UN REVERS POUR LES PLUS DÉMUNIS

Le Groupe Communiste Alternative Citoyenne au Conseil régional a proposé la gratuité des transports pour les parents isolés et chômeurs en fin de droits. La réduction de 75 %, mesure phare déjà votée par le Conseil, ne suffit pas pour que ces personnes très démunies profitent réellement de cet avantage. Échec : la mesure a été repoussée par la majorité. Les communistes continuent à se battre pour une mobilité pour tous.

ÉDUCATION AU GOÛT

La Mairie de Paris a ouvert dans le 19^e un centre de ressources dédié à l'Éducation au goût, avec des ateliers pour les enfants des centres de loisirs. Les communistes proposent aussi la création d'un réseau de Halles alimentaires, du producteur au consommateur, pour favoriser l'accès à des produits bio et labellisés à des prix raisonnables. Cela permettrait de retrouver les goûts auxquels bien des familles n'ont plus accès du fait de la cherté des produits frais.

LA DENSITÉ, C'EST ÉCOLO

11 équipes d'architectes urbanistes ont rendu leurs projets étudiant les possibilités de faire évoluer le plafond des hauteurs aujourd'hui fixé à 37 m à Paris. C'était une demande forte des communistes. On ne peut pas enfermer la pensée urbaine sous un plafond de hauteur. Cette réflexion libre a ouvert des pistes à approfondir pour répondre aux défis de demain : forts besoins de logements publics et privés, limitation de l'étalement urbain, création de nouvelles centralités en lien avec la banlieue dans les quartiers dits « périphériques »... La hauteur et la densité sont des sujets cruciaux pour l'avenir durable de l'agglomération parisienne !

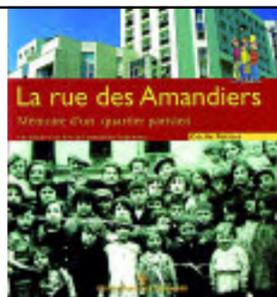
“ La fête à Neneu, le ballon captif dans le ciel de la porte Maillot, Bostock à l'Hippodrome, la ménagerie Pezon, Footit et Chocolat, Martha la Corse, les piqueurs en jaquette rouge qui sonnaient du cor sur une terrasse de Luna-Park, le ratodrome où mon père m'emmenait le dimanche matin voir dévorer un rat par un fox-terrier... Que d'amusements ! Le Jardin d'Acclimatation, les cafés, le cinématographe... Mon père m'apprenait Paris, rue par rue. ”

Henri CALET, *Le tout sur le tout*



HLM : DIVISER POUR RÉGNER

En avançant des chiffres contestés par le mouvement HLM, le président de la République prétend loger les plus modestes en évacuant les autres. Alors que la réussite du logement social est basée sur la mixité, il voudrait transformer les HLM en ghettos de pauvres, et se défausser ainsi du devoir de l'Etat de faire respecter le Droit au Logement pour tous. Alors chiche, M. Sarkozy, appliquez donc la loi de réquisition... et lancez donc un grand plan d'urgence pour le logement, au lieu de déshabiller Pierre pour habiller Paul !



MÉMOIRE DE MON QUARTIER

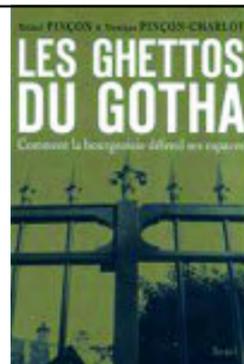
L'association Trajectoires a imaginé un projet pédagogique et culturel pour faire prendre conscience aux enfants que leur quartier avait une histoire, à travers la découverte des artisans et des activités de fabrication encore existantes. Ce livre est le recueil de cette expérience. Il est à la fois un document historique accessible à tous et un outil pour des enseignants qui voudraient travailler sur la mémoire d'un quartier.

Cécile Petitet *La rue des Amandiers - Mémoire d'un quartier parisien*, Editions de l'Amandier 2007. Avec le soutien de l'Equipe de développement local Belleville-Amandiers, la Drac IDF, le Centre d'animation Les Amandiers, la Ligue de l'enseignement, l'Atelier Indigo.



LES BONNES IDÉES DE L'ARSENAL

Destinée aussi bien aux professionnels qu'aux amoureux de Paris et aux passionnés d'architecture, cette **base de données des architectures contemporaines à Paris**, consultable gratuitement sur le site www.pavillon-arsenal.com, et qui s'enrichira en étant alimentée directement par les architectes, permet de consulter les réalisations et les projets en cours de tel architecte ou dans tel arrondissement. Le Pavillon de l'Arsenal nous a habitués à ses bonnes idées. A quand la prochaine ?



ENTRE GENS DU MÊME MONDE

La grande bourgeoisie, dans sa lutte pour défendre son espace, a recours à de multiples réseaux qui se croisent et s'entrecroisent. Elle se retrouve en particulier dans les cercles qui permettent aux gens de pouvoir se réunir et se concerter, qu'ils viennent de l'économie, de la haute finance, de la politique ou des arts et des lettres. Avec un seul but : une recherche effrénée de l'entre soi et la volonté de maîtriser son environnement géographique et social. La grande bourgeoisie est une communauté qui a les moyens de son collectivisme.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot *Les Ghettos du Gotha - Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Le Seuil 2007



Philippe Aubert,

bénévole à l'association AGIRabcd (Association Générale des Intervenants Retraités - Action de Bénévoles pour la Coopération et le Développement). Il nous présente le fonctionnement et les missions de celle-ci.

Quand s'est créée l'association ?

Elle s'est créée en 1983. Reconnue d'utilité publique, elle compte 4 000 adhérents dont 35 % de femmes. Ses adhérents sont tous des retraités ou des préretraités issus de tous les milieux professionnels, de l'ouvrier à l'ambassadeur, cadres et non-cadres. L'association est donc une véritable photographie de tous les métiers.

Son but est le transfert bénévole d'expérience professionnelle en direction des populations en difficulté, par des seniors-experts. De par sa Charte, elle est apolitique et aconfessionnelle.

Quelles sont vos activités ?

Nous intervenons en France ou à l'international. 500 missions par an à l'étranger, 35 % en Afrique Sub-saharienne, le reste en Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud. Au total, ces missions correspondent à 35 000 journées de bénévolat ! En France, nous exécutons 1 000 missions, mais elles sont beaucoup plus courtes qu'à l'étranger. En moyenne, dans un pays étranger, les missions durent entre 45 et 60 jours. En France elles peuvent ne durer qu'une journée ou une semaine. 30 % des missions concernent l'enseignement et la formation. En Afrique, nous formons par exemple des maîtres d'école.

Comment est organisée et financée l'association ?

Toutes nos missions sont préalablement demandées par un organisme (ONG, institutions internationales, administrations et pouvoirs publics, entreprises moyennes ou petites...). Ce sont donc ces demandeurs qui financent le transport et l'hébergement de nos bénévoles, ceci pour les interventions à l'étranger. Nous avons créé, par ailleurs, un fonds d'aide au développement, dès lors que les demandeurs ne disposent que de faibles ressources, pour supporter en totalité ou

partiellement ces frais. En fait, l'ensemble de l'association ne dispose que de 4 salariés, dont un comptable. L'essentiel est accompli par les adhérents-bénévoles.

En France, quels sont vos partenaires ?

Les collectivités territoriales, les mairies, les missions locales, les fondations d'entreprise, des ministères comme les Affaires Étrangères, l'Éducation Nationale ou la Justice. Le reste de nos activités est issu de demandes arrivant par mails, fax, des suites de prospections qui nous permettent de proposer nos compétences, que nous essayons d'adapter aux besoins locaux.

Et quel est généralement le type de vos missions ?

L'insertion des jeunes par la recherche d'emplois, souvent en « difficulté » avec la société, ou sous main de justice (Convention avec la P.J.J., Protection Judiciaire de la Jeunesse, en maison ouverte). L'aide à la création de toutes petites entreprises (recherche de financements et suivi de leur activité), l'accompagnement à la scolarité de jeunes en difficulté, la lutte contre l'illettrisme que cela soit auprès de jeunes ou d'adultes. En prenant en charge ces jeunes, nous essayons de les amener à la porte de l'entreprise et de les suivre, en tant que « base arrière ». Avec eux, nous créons des relations de confiance réciproque

« Nous sommes des seniors actifs »

vers la réussite sur une période variable, de six mois minimum. C'est parfois dur. En fait, dans ces actions, nous avons un rôle de médiation. La démarche difficile à faire admettre à ces jeunes, est le respect de la ponctualité, des horaires, car il est souvent vrai qu'ils n'ont pas d'exemples dans leur entourage. L'accompagnement des personnes âgées est également l'un de nos thèmes et nous nous rapprochons souvent des C.C.A.S, voire des maisons de retraite.



Quels sont vos autres grands projets au niveau international ?

Nous avons beaucoup de contacts avec les hôpitaux. Nos retraités chirurgiens, infirmières, cardiologues sont envoyés au Cameroun, à Madagascar, au Cambodge, au Vietnam à la demande d'universités ou de structures hospitalières. Nous envoyons ces spécialistes dans le cadre de formations pour les infirmières par exemple, dans des hôpitaux de brousse ou dans des régions reculées, aux faibles moyens. Il nous arrive de faire parvenir du matériel médical, don de certains établissements hospitaliers de France. Par ailleurs, nous travaillons également avec des associations de migrants à Paris, désirant dans leurs villages d'origine améliorer les cultures vivrières et les conditions de vie (écoles, commerces, habitat rural).

Enfin, **plusieurs points à retenir** : nous sommes d'abord des retraités. Dans ces actions de conseil, d'animation, nous ne sommes ni maîtres d'œuvre, ni maîtres d'ouvrage. C'est avec nos partenaires que nous établissons un budget. Pour chaque projet, nous recherchons le co-financement, en faisant valoir la valorisation de notre bénévolat. C'est un travail de l'ombre et de longue haleine. Nous essayons de rendre à la société ce qu'elle nous a apporté. Nous sommes en fait des « seniors actifs » pour reprendre cette expression. Notre société n'insiste pas suffisamment sur notre rôle. Si nous participons à l'Association AGIRabcd, nous y retirons un certain plaisir, celui d'aller vers l'autre en difficulté pour l'aider à en sortir.

AGIRabcd
8, rue Ambroise-Thomas - 75009 Paris
Tél. : 01 47 70 18 90
www.agirabcd.org

ELUS ET CITOYENS : SE FORMER, INNOVER, CONSTRUIRE ENSEMBLE



Créé à l'origine par les élus communistes et républicains de France, le Cidefe est aujourd'hui parmi les tous premiers organismes de formation d'élus de notre pays, attaché depuis plus d'un quart de siècle aux valeurs de progrès humain, de démocratie et de paix, de transformation sociale de notre société.

Les formations portent sur l'ensemble des thèmes de niveau local, national ou international, en partenariat avec des centres de recherche, des organismes issus du monde associatif, syndical, mutualiste, ainsi qu'avec des acteurs de la coopération décentralisée. Les sessions accueillent des élus, mais aussi des cadres et techniciens territoriaux et des militants associatifs ou syndicaux.

Des tarifs particuliers très bas sont mis en place pour que les associations puissent largement profiter de l'éventail des formations offertes.

Le Cidefe c'est aussi un réseau d'échanges, un site, une lettre électronique, une veille juridique, un centre de documentation ... Ces outils mutualisés sont à votre disposition.

CENTRE D'INFORMATION, DE DOCUMENTATION ET DE FORMATION DES ELUS

10, rue Parmentier
93100 Montreuil
Tél : 01 48 51 78 78
Fax : 01 48 51 64 70
cidefe@elunet.org
<http://www.elunet.org>

CIDEFE 75 Bureau 333
Hôtel de Ville
5 rue Lobau 75004 Paris



Sophie Meynaud (au centre de la photo), Conseillère de Paris, échange avec Jean Brafman, Conseiller régional et président du comité de suivi sur le désengorgement de la ligne 13, et Sonia Gomar, Présidente de l'Association des Usagers de la ligne 13

Le fiasco de la ligne 13

Depuis vingt ans, rien n'a été fait pour la ligne 13 du métro parisien alors qu'elle est totalement saturée. Si les collectivités territoriales ont désormais des marges de manœuvre supplémentaires, reste la question centrale du financement de l'État.

Comment en est-on arrivé à cette ligne 13 saturée pour les usagers ?

Sophie Meynaud : C'est en effet un dossier très vieux. La demande de débranchement est ancienne, portée par les usagers, et les élus communistes à la Ville de Paris et à la Région Ile-de-France. Or, le STIF (Syndicat des transports d'Ile-de-France) n'a finalement décidé d'étudier sérieusement les évolutions de la ligne que depuis deux ans, dès lors que celui-ci a été dirigé par la Région.

Jean Brafman : En effet, tant qu'il était dirigé par l'État, il y eut négation du problème. Un rattrapage est aujourd'hui nécessaire. Jusqu'à présent, les pouvoirs publics

ont préféré oublier ce dossier, qui date pourtant de plus de 20 ans, et ce malgré les alertes et les demandes régulières des usagers pour que l'on résolve l'un des points noirs du réseau de transports de la région Ile-de-France ; tout le monde le savait depuis longtemps.

Sophie Meynaud : C'étaient des choix politiques, il s'agissait d'une ligne de banlieue, desservant des quartiers populaires...

Sonia Gomar : En 1989, le président de la RATP disait déjà que le dédoublement de la ligne était incontournable. Nous avons un numéro de *La Vie du Rail* dans lequel figurent toutes ses déclarations, tous les schémas prévus à l'époque, notamment la ligne 14

qui devait aller vers le Nord. Après il y eut de grands changements, et Rocard n'y était pas pour rien. La ligne 14 était vouée à aller jusqu'à Gennevilliers.

Aujourd'hui, quelles sont les améliorations que l'on peut apporter à la ligne 13 ?

Sonia Gomar : Notre bataille consiste à exiger le dédoublement de cette ligne (notamment en transformant l'une des branches de la ligne 13 en ligne 14). Malheureusement, en tant qu'association, nous ne sommes jamais reçus par les autorités compétentes si nous ne sommes pas accompagnés d'élus. Et les seuls qui nous accompagnent dans nos luttes, ce sont les communistes. Notre combat est à la fois environnemental et portant sur la dignité des usagers. Nous voulons être transportés dans des conditions dignes de notre époque. Nous ne sommes jamais sollicités par les maires. Seuls les communistes nous ont permis de nous exprimer.

Jean Brafman : Il faut bien sûr un rattrapage sur la ligne 13, mais également tirer les leçons du passé : afflux de voyageurs, dégradations supplémentaires lors de l'arrivée d'Éole ou de la ligne 14 à Saint Lazare. Dans tous ces cas, il n'y eut aucune anticipation des problèmes. C'est pour cela qu'il est nécessaire de se projeter dans l'avenir si une extension est programmée, mais aussi de prendre dès aujourd'hui des dispositions. Il est évident qu'avec 24 000 voyageurs par heure en heures de pointe, nous sommes au delà des critères de transport (quatre voyageurs au m²). Il faut donc prendre des dispositions. À partir d'un projet à long terme, il est nécessaire d'intervenir auprès de l'État pour des financements en urgence. Dans cette région, l'État a d'ailleurs su faire le Stade de France dans des conditions d'urgence, il faut donc explorer toutes les dispositions législatives et réglementaires pour traiter ce dossier dans ce sens.

Sophie Meynaud : A situation exceptionnelle, budget exceptionnel !

Jean Brafman : Voilà, budget exceptionnel, conditions de procédures exceptionnelles, raccourcissement des délais, garantie apportée pour qu'il y ait des entreprises de travaux publics en temps et en heure. Mais, à mon avis, il ne faut pas dissocier les étapes. C'est d'abord un projet à long terme qui doit être engagé dans des conditions d'urgence, c'est-à-dire à moyen terme. Bien sûr, il est nécessaire de prendre des dispositions immédiates pour soulager les usagers, mais on ne fait pas l'inverse : des mesures d'urgence, en fait des pansements, pour après se dire qu'on a le temps pour la suite...

Car la ligne 13 est située dans un réseau déjà lui-même saturé...

Sophie Meynaud : Oui, on ne peut pas envisager les difficultés de la ligne 13 sans poser la question des déplacements de banlieue à banlieue. À l'horizon 2015, il y aura dans la zone dense (première couronne) une progression très forte de la population et des emplois. Il faut donc poser la question du développement de toutes les infrastructures. Quelle configuration des transports en commun dans la proche couronne ? Car il y a un vrai déficit. Certains ont tendance à opposer les projets. Or, nous sommes obligés d'envisager la réalisation d'une rocade en proche couronne qui permettrait d'alléger la ligne 13, mais aussi les autres lignes de métro dans Paris qui sont également saturées par de nombreux déplacements de banlieue à banlieue.

Sonia Gomar : Nous, en tant qu'usagers, n'opposons pas les projets. Cette rocade il faudra la faire, mais le chantier sera très long. Et là, ce qu'attendent les usagers, ce sont quand même des réponses urgentes, on ne peut plus attendre. Ce que disent les gens, c'est qu'ils ne travaillent pas pour leurs petits-enfants. Ils veulent profiter des améliorations tant qu'ils sont dans la vie active. Là, ils voient bien que par rapport aux perspectives qui se déclinent, le temps qu'elles se réalisent, ils seront à la retraite ou ils seront morts ! Donc pour eux c'est absolument intolérable quand on leur parle de projets à 10, 15 ans... C'est insupportable. Effectivement, il faut trouver des moyens d'accélérer des processus. On parle du Stade de France, mais on pourrait évoquer Disney et la gare que l'État a construite en un temps record, tout s'est fait très vite là-bas. Il y avait une telle volonté politique pour faire plaisir à certains que tout s'est réalisé dans les délais. Pourquoi pas la même chose chez nous ?

Jean Brafman : Oui, mais pour cela, il faut d'abord que les pouvoirs publics reconnaissent qu'il y a eu l'erreur historique de ne pas avoir résolu les problèmes assez tôt, et qu'un rattrapage très urgent est désormais nécessaire. Après, il faut replacer la ligne 13 dans le développement du nord de la région parisienne. Il y a des priorités à apporter à cette ligne, mais il ne faut pas l'opposer avec d'autres projets qui sont indispensables. Il faut situer tout cela dans un développement considérable des transports, qui permettrait de moderniser l'ensemble du réseau d'Ile-de-France. Aujourd'hui nous ne pouvons plus concevoir de faire de l'aménagement – accueillir de nouvelles activités et habitations – sans qu'il y ait les transports avant le démarrage des travaux. Sinon, c'est l'engorgement. Et comme nous sommes « au top » de l'asphyxie sur tout le réseau, il est nécessaire de travailler en urgence sur la ligne 13 à partir d'un plan global...

Mais à partir de quels financements ?

Sophie Meynaud : Tout cela ne peut pas se faire sans que l'État ne s'engage sur le développement des transports en commun en Ile-de-France, ce qui constitue aujourd'hui un point de blocage, car le gouvernement a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de mettre plus d'argent. Il s'était d'ailleurs déjà désengagé précédemment sur des engagements qu'il avait pourtant pris, et sur des projets dont l'Ile-de-France a absolument besoin. Résultat, il faut mettre la question de la ligne 13 et de la saturation du réseau sur la place publique. Les citoyens comme les habitants

doivent en parler, s'organiser, et il faut que les élus s'en saisissent. Sous l'impulsion des élus communistes, la ville de Paris dans son plan de déplacement prend ainsi en compte la question de la ligne 13.

Sonia Gomar : C'est quand même étonnant de voir tous les responsables, tous les médias, parler des « usagers » durant la grève, alors que désormais on ne cesse d'évoquer les « clients » lorsque nous nous adressons à la RATP. C'est quand même le comble de voir qu'on fait parfois appel au privé pour palier des déficits de service public alors qu'il suffirait de se battre pour que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités.

Signez la pétition sur : <http://ensemblepouurligne13.fr>

Dernière minute

Le STIF vient de lancer des études sur le prolongement de la ligne 14 jusqu'à la Mairie de Saint-Ouen et sur la rocade de métro rapide autour de Paris. Pour Jean Brafman : « Nous avons réussi à faire émerger un projet qui permettra de résoudre enfin le problème lourd de la saturation de la ligne 13. Et ce grâce à la mobilisation des associations, des syndicats, des élus. Il s'agit d'un investissement très important, de 800 millions d'euros. Mais la mobilisation doit rester intacte tout au long du processus. Et il faut obtenir des prolongements de la ligne 13 vers Stains et le Port de Gennevilliers. Bien évidemment tout ceci doit être soumis très vite au débat public ».

Même satisfaction pour le lancement des études sur le projet Arc Express, investissement structurant de plusieurs milliards d'euros, indispensable pour désengorger le réseau parisien et assurer une bonne desserte de la banlieue. Là aussi, il y a urgence à agir, en particulier dans le Val-de-Marne, où la mobilisation autour de ce projet est exemplaire.

Ces avancées essentielles doivent aller de pair avec des améliorations à court terme, notamment sur la ligne 13. Des comités de lignes associant tous ces acteurs doivent aussi être créés d'ici peu par le STIF, sur proposition des élus du groupe CACR.

C'est le 11 avril 94 que je suis arrivé en France. J'étais parti d'Algérie à 19 ans. Ça devenait dur. Je suis resté 2 ans à Francfort, puis en Espagne. Et me voilà parti en stop de Jijon à Paris avec l'idée de revenir en Allemagne. C'était dur, sans dormir ; à un moment donné j'ai ouvert ma valise et dormi dedans. Puis un camionneur m'a pris, il a fait un détour pour moi.

Et je me retrouve à 22 ans, dans un centre d'hébergement. Des militants de Droit Au Logement distribuaient des tracts. Ils m'ont invité à une Assemblée générale. Depuis, j'ai toujours lutté. La lutte la plus dure, c'était avec les jeunes sans logis du foyer George Sand, dans le 20e. Et la Mairie a lâché, tous les jeunes ont eu un appartement ou une place en foyer.

Si j'ai eu des papiers, en 1995, c'est grâce à une lettre de l'Abbé Pierre, et 3000 lettres de soutien. Des gens disent aux étrangers « c'est à vous de vous adapter ». C'est Paris qui s'est adapté à moi, qui m'a accepté comme je suis, sans papiers, sans emploi... ce sont les militants de Paris qui m'ont pris comme j'étais.

L'arrondissement qui m'a marqué, c'est le 13e, le côté village de la Butte aux Cailles. Je squattais là bas, rue Gérard. C'est une autre image de la France, de Paris, le côté un peu bohémien, avec des fêtes tous les dimanches.

PARIS QUE J'AIME
PAR MOURAD BELKHIRAT
MILITANT DU COMITÉ DES SANS LOGIS

On allait prendre des douches tous les jours à la piscine. Les gens du Comité Des Sans Logis ne payaient pas. On allait gratter des cigarettes place d'Italie. On n'avait rien et pourtant on était bien. Au menu, raviolis et gratin dauphinois de la banque alimentaire : on mélangeait les deux et on mettait du persil ! La boulangerie, s'il te manquait 20 centimes (de franc !) elle ne te donnait pas la baguette. Mais il y avait des gens qui aidaient, qui me faisaient travailler.

Mon grand-père a participé à la Libération de Paris. Mon père a été au FLN, il a été maire. Pour lui, partir de l'Algérie, c'aurait été fuir. Mais il détestait le régime militaire.

La première fois qu'il est venu me voir, Pierre Mansat lui a dit « je vous remercie de ce que vous avez fait pour ce garçon, pour ce qu'il est et parce qu'il a participé aux luttes à Paris ». Et mon père était fier.

C'est comme une drogue, la lutte. Tu vois les injustices. On culpabilise les gens, parce qu'ils ont divorcé, perdu leur travail.

Mais ça peut arriver à tout le monde dans sa vie. Je suis un acteur parmi d'autres, pour apporter un plus militant c'est une conviction. Je suis convaincu que ma lutte est juste. Il vaut mieux être groupé, s'organiser pour revendiquer, au lieu de militer dans son petit coin.



Ensemble, pour les quartiers en difficulté

À l'intérieur même de Paris existent des quartiers qui cumulent les difficultés sociales et économiques. Si la capitale concentre une richesse incroyable, de nombreux habitants pauvres y vivent. Face à ces inégalités sociales et territoriales, la ville de Paris engage des actions qui entrent dans le cadre de la « Politique de la ville ». Avec un souci majeur : développer ces quartiers en y associant leurs habitants.

Aujourd'hui, 16 quartiers parisiens rassemblant 300 000 habitants sont classés en « Politique de la Ville ». Entre le « Contrat de ville » et le « Grand Projet de Renouvellement Urbain », négociés tous deux avec l'État, la ville a consacré en 2006 à ces quartiers 258 m€ (pour 115,9 m€ en 2002 !). Et ce sont aujourd'hui 80 salariés qui mettent en œuvre cette politique sur le terrain (pour 10 en

2000). C'est un effort financier important mais nécessaire car, on a tendance à l'oublier, ces quartiers rassemblent des indicateurs économiques et sociaux comparables à ceux des quartiers de la Seine-Saint-Denis ou du Val-de-Marne, situés de l'autre côté du périphérique. En 2007, alors que la presse nationale préfère faire ses gros titres sur les « bobos », il existe bel et bien de pro-

fondes inégalités territoriales au sein de la « ville lumière » (voir encadrés p. 10). Et face à la spéculation immobilière qui se développe dans notre capitale, et au moment où l'État se désengage d'une partie de la Politique de la ville, la responsabilité des élus est bien d'améliorer les conditions de vie des habitants de ces quartiers afin qu'ils puissent continuer à habiter dans Paris.

LE RÔLE DES HABITANTS...

Mais ce souci légitime de « raccrocher » certains quartiers en difficulté à l'ensemble de la vie parisienne ne peut se faire sans les habitants eux-mêmes. Dans le cadre de la Politique de la ville, c'est donc une chose de décréter des objectifs, c'en est une autre de les mettre en œuvre concrètement. Sous l'impulsion de Martine Durlach, adjointe au Maire de Paris, la Politique de la ville à Paris place les habitants au cœur des projets. À côté de l'implication des mairies d'arrondissements, qui animent la démarche sur chacun des sites au sein de comités exécutifs locaux, une concertation est organisée avec les habitants qui peut prendre des formes diverses, allant jusqu'à des ateliers participatifs d'urbanisme, comme dans le secteur porte de Vanves, voire des référendums, comme à la cité Michelet. Car l'intérêt d'une « politique de la ville » est bien de prendre le territoire en transversal dans toutes ses spécificités et de faire travailler tous les acteurs, à la fois sur des actions à court et moyen terme, et sur des projets plus structurants.

... ET L'EXISTENCE D'OUTILS VARIÉS

C'est pourquoi des partenariats ont été développés, notamment en direction des bailleurs sociaux, dans le cadre d'une convention spécifique : gestion urbaine de proximité, locaux associatifs et commerciaux en pied d'immeubles, insertion par l'économie, mise en place du groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (GPIS).

LES 16 QUARTIERS « POLITIQUE DE LA VILLE », EN CHIFFRES

- 300 000 habitants (17 % des parisiens) 17 % du territoire
- Taux de chômage : 17 % (12 % à Paris – chiffres 1999)
- 1/3 des ménages parisiens à bas revenus y habitent
- 19 % des habitants ont moins de 735€ par mois (11 % à Paris)
- 19 % des habitants sont sans diplômes (11,4 % à Paris)
- Familles monoparentales 29,7 % (25,8 % à Paris)
- Un élève sur cinq a un an de retard en fin de primaire (13 % à Paris)
- Elèves de CP avec carie dentaire non diagnostiquée 37 % (26 % à Paris)

Dans ces quartiers, une charte « anti-expulsions » a été signée avec ces mêmes bailleurs et une convention de résorption de l'insalubrité mise en place. Mais la requalification de ces quartiers passe aussi par le maintien de services publics comme les bureaux de poste, la mise en place de points d'accès au droit, le soutien et la création de nouveaux centres sociaux... A travers la mise en cohérence de diverses actions (clauses d'insertion dans les marchés publics, école de la 2^e chance, forums pour l'emploi...) un plan d'intervention en faveur de l'emploi et du développement économique cible prioritairement les habitants de ces quartiers. Dans ce cadre, les associations locales ont d'ailleurs joué un rôle considérable, mais sont en grande difficulté du fait des désengagements successifs de l'Etat. Plus de 400 d'entre elles sont soutenues par la Ville et tissent le lien social en développant des activités touchant à tous les domaines de la vie des habitants dans leur diversité. Finalement, habitants, acteurs sociaux, mairie, tous ensemble font vivre un véritable maillage qui, lui seul, peut permettre de répondre aux différents enjeux (santé, emploi, logement, parentalité, lutte contre la toxicomanie) de ces quartiers en difficulté. Avec une ambition : réduire le sentiment de relégation si présent dans ces quartiers et si peu propice à leur développement.

LE « GPRU » : QU'EST-CE QUE C'EST ?

Derrière ce sigle un peu barbare se cache un projet qui concerne une bonne partie de la couronne de Paris. Le GPRU signifie : Grand Projet de Renouvellement Urbain. Concrètement, 11 des quartiers inscrits dans la politique de la ville sont concernés. Ils sont situés surtout entre les boulevards des Maréchaux et le périphérique et rassemblent 200 000 habitants. A l'origine, cette couronne a été urbanisée au XX^e siècle sur l'emplacement des fortifications de Thiers. Entre les deux guerres, des ensembles à vocation sociale ont été construits sur l'ensemble de l'anneau parisien, en même temps qu'étaient aménagés les boulevards des Maréchaux. Ensuite, à partir des années 1960, des immeubles de logements sociaux ont été édifiés ponctuellement dans la ceinture verte, le long du boulevard périphérique en construction. Depuis, malheureusement, certains de ces territoires ont « décroché ». C'est à cette situation que le GPRU entend répondre : l'objectif majeur de ce grand projet est de remettre ces quartiers dans « la normalité de la ville ». Pour y arriver, il faut favoriser l'insertion sociale et économique des habitants les plus précarisés, développer une offre qualitative en équipements publics, améliorer

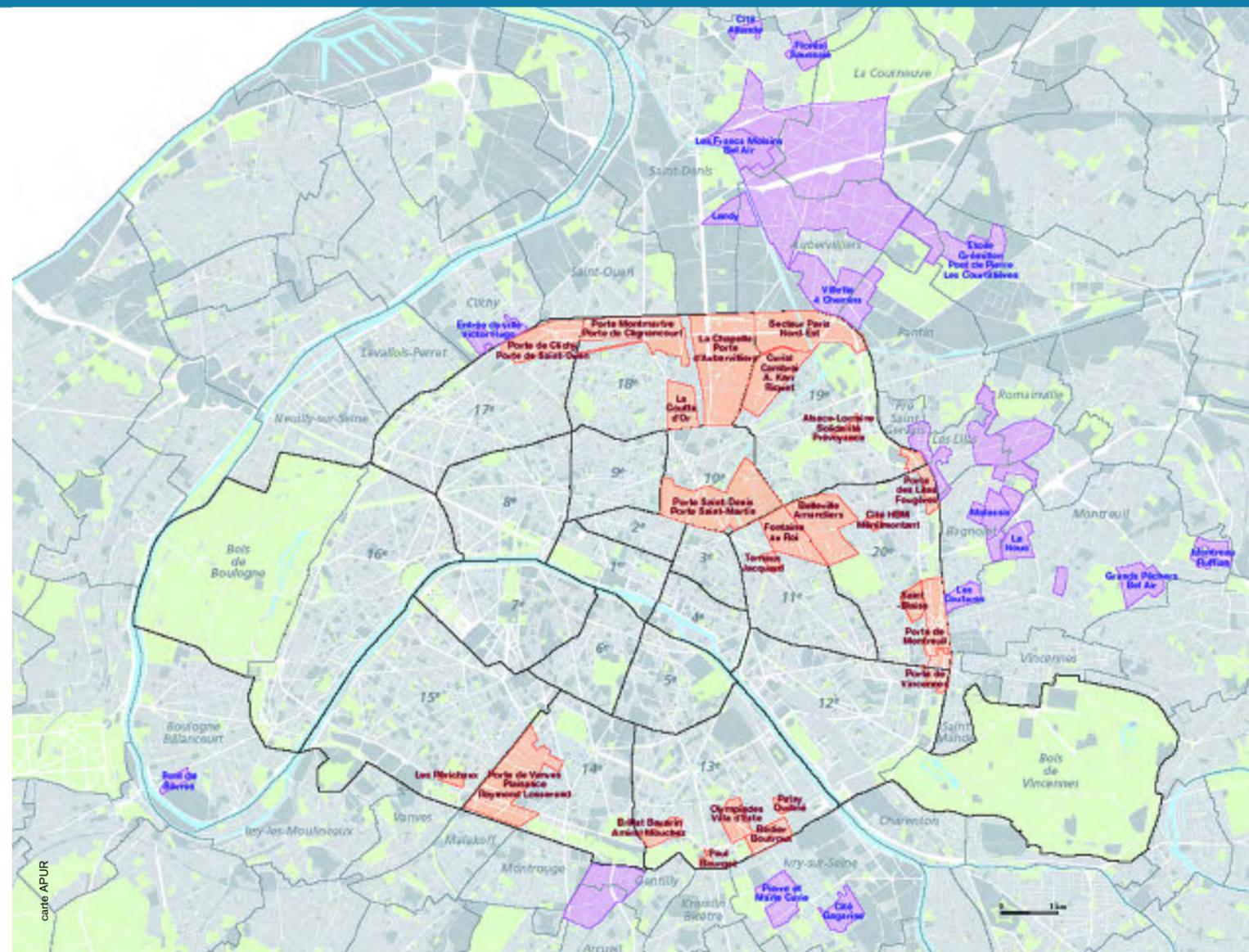
REPÈRES

- Effort global de la ville : 258 m€ en 2006 (115,9 en 2002)
- 80 salariés (10 en 2000) dont 35 agents de développement local, intégrés au personnel communal
- 3 Points d'information Médiation Multi-services (PIMMS)
- 10 Espaces publics numériques
- Une 3^e Maison de la Justice et du Droit, et 5 points d'accès au droit
- 5 nouveaux centres sociaux
- Un café social pour les migrants âgés
- 7 antennes jeunes
- 3 centres d'animation
- Un équipement musical : Fleury Goutte d'or
- Plan emplois-quartiers pour l'emploi et le développement économique
- 7 régies de quartier
- Une école de la 2^e chance

les conditions de vie, notamment en réduisant les nuisances liées au boulevard périphérique, requalifier les terrains mal exploités dans le cadre d'un développement économique, et enfin, construire des projets avec les communes voisines. Car, quand tous ces éléments-là sont réunis, on peut retrouver des continuités urbaines, et créer des dynamiques de développement.

DE FORTES DISPARITÉS ENTRE PARISIENS

Dans la capitale, si le revenu moyen s'accroît, la dispersion des revenus déclarés est large. Les 6^e, 7^e, 8^e et 16^e arrondissements font partie des 10 communes d'Ile-de-France aux revenus médians les plus élevés. Les 10^e, 18^e, 19^e, 20^e affichent les revenus médians les plus bas. L'Ouest aisé (revenus médians supérieurs à 30 000€) s'oppose à un Nord-Est plus populaire (moins de 15 000€). Le sud de la capitale (du 12^e au 15^e) est une zone intermédiaire sur le plan des revenus. Autrement dit, les disparités les plus fortes se concentrent sur la rive droite de la Seine. Le nombre de cadres et professions intellectuelles supérieures augmente à Paris, mais la capitale continue d'accueillir une population pauvre nombreuse, et les couches intermédiaires sont sous-représentées. En 2004, 12 % de foyers parisiens sont au dessous du seuil de la pauvreté, surtout concentrés dans les arrondissements du Nord-Est : 42 % d'entre eux résident dans les 18^e, 19^e, 20^e, contre 2 % dans les 4^e et 6^e. Ces chiffres montrent bien la nécessité d'une politique sociale s'inscrivant dans le cadre de la politique de la ville.



« Ne jamais séparer l'urbain de l'humain »



Martine Durlach, adjointe au maire de Paris chargée de la Politique de la ville

« Effectivement, au cœur même de Paris, on constate de grandes inégalités sociales et territoriales. C'est pourquoi la Ville a décidé de « mettre le paquet » sur les « quartiers politiques de la ville » et a lancé le grand projet de renouvellement urbain. Ce changement d'échelle de la Politique de la ville s'appuie sur un travail transversal qui touche aussi bien l'emploi que la culture. Cette transversalité nous permet de constituer une réelle politique de développement de territoires. Et donner à ces territoires les moyens de leur avenir, c'est notamment ne jamais séparer l'urbain de l'humain. C'est-à-dire, ouvrir de nouveaux équipements, de nouveaux services pour les habitants, développer une gestion urbaine de proximité, en travaillant avec les bailleurs, les associations, les habitants... C'est pourquoi, en ce qui concerne les quartiers des portes de Paris, nous avons commencé à travailler avec les villes mitoyennes pour que les habitants profitent des équipements les plus appropriés à leurs besoins. »

La Politique de la Ville à Paris et en proche couronne

Grand Projet de Ville, Grand Projet de Renouvellement Urbain, Zone Urbaine Sensible

Paris proche banlieue



Sur le chantier du tunnelier « Catherine » dont je suis la marraine. Ce réservoir souterrain géant est réalisé entre Paris et Ivry par le SIAAP (syndicat d'assainissement de l'agglomération parisienne). Je suis membre du Conseil d'administration du SIAAP

24 HEURES AVEC Catherine GÉGOUT

AVEC PASSION

Conseillère de Paris, élue du 20^e

Paradoxalement, ce qui me plaît dans le mandat d'élue, c'est qu'on touche à tout ! Passer sans arrêt d'un type d'activité à un autre, d'un thème, d'un milieu à un autre, c'est enrichissant et passionnant.

A condition de toujours se demander pourquoi nous le faisons, pour qui, avec quelle légitimité, au risque sinon de perdre de vue l'intérêt général, le sens du collectif.

Alors quel est notre quotidien ?

D'abord, pour un-e élu-e communiste, l'élémentaire est d'être aux côtés des gens, de ceux qui se battent, qui créent, qui inventent, qui veulent changer le monde. Des mal-logés aux sans-papiers, des intermittents du spectacle aux artistes des squatts ou aux écoles occupées, des salariés de la Samaritaine à ceux de l'hôtellerie-restauration ou de la Ville de Paris elle-même, des jeunes d'un quartier ou des étudiants en grève, sans compter la solidarité internationale... En fait, d'être attentif à tout ce qui bouge dans la société, et de prendre en permanence l'avis des gens concernés. Comment réconcilier les gens avec la politique si les élus ne sont pas proches d'eux ?

Cette présence, à la fois sur mon arrondissement, le 20^e, et sur Paris, se double de multiples interventions individuelles, et il faut être très vigilant pour être à disposition des gens tout en n'étant pas un guichet à résoudre leurs problèmes à leur place...

Il faut aussi participer aux responsabilités dans la gestion de la ville et la faire évoluer dans un sens toujours plus progressiste, en se battant pour une démocratie active et pour le service public. Notamment, et c'est très lourd, être membre d'une multitude de commissions et de conseils d'administrations : hôpitaux, écoles, SEM, Centre d'action sociale, Syndicats interdépartementaux etc. On ne peut pas tout assurer et on est bien obligé de faire des choix. Je mets dans mes priorités les conseils d'établissements scolaires, de la maternelle au lycée (j'en ai 5 !); notre présence est utile à la communauté scolaire qui souffre beaucoup trop encore de chaises vides !

En parallèle, les élus doivent être aussi des bâtisseurs d'idées, et contrairement à ce que certains peuvent croire, le travail d'un élu est essentiellement politique. A partir de la connaissance du terrain, de l'échange et de la confrontation avec d'autres, citoyens, experts, chercheurs, l'élu contribue à faire évoluer les conceptions et les décisions, et à les porter publiquement, au Conseil de Paris et ailleurs. Pour les élu-es communistes de Paris, le débat public sur la conception de la ville, de la métropole et de son avenir, très visible au moment du débat sur le Plan local d'urbanisme, est un travail permanent. Il touche à tous les aspects sociaux, urbains, environnementaux de la vie de la capitale. J'y participe avec passion.

Vous pouvez vous faire une idée plus précise en visitant nos sites : www.elusparis.pcf.fr, www.lautreparis.com et même mon blog personnel www.catherinegegout.com pour un peu changer d'air.

Catherine GÉGOUT ●



Dans une formation d'élus avec l'architecte Patrick Berger, dans le bâtiment moderne et écologique qu'il a construit pour le Comité d'entreprise de la RATP dans le 20^e



Avec des intellectuels et artistes réunis pour sauver les collections de l'atelier André Breton vendues aux enchères en 2003. Une partie seulement a pu rester dans le domaine public et la ville de Paris a racheté certaines œuvres



Ici au Forum Social Mondial de Mumbai. Je me suis engagée dès son origine dans le mouvement des forums sociaux, qui cherchent à œuvrer ensemble à « un autre monde possible ». Rassembleurs, innovants, démocratiques, ils tracent une voie incontournable vers l'émancipation humaine



Marina Petrella est menacée d'extradition vers l'Italie et de prison à vie. Elle avait reconstruit sa vie sur la parole donnée par François Mitterrand au nom de la France, aujourd'hui bafouée. Ici son compagnon, en grève de la faim, à une conférence de presse tenue avec des personnalités militantes des Droits de l'Homme



Depuis la création de Droit Au Logement, je soutiens ses actions, en tâchant que mon mandat d'élue puisse être utile à ces militants qui portent une capacité de révolte face aux injustices de notre société



Avec le Réseau Education Sans Frontières, aux côtés du fils de Chunlan Liu, chinoise sans papiers qui a trouvé la mort en passant par la fenêtre, terrorisée par l'arrivée de la Police



Dans la lutte avec Les Enfants de Don Quichotte, décembre 2007. Le campement que nous avons installé face à Notre-Dame a été aussitôt évacué par la Police, mais cela a permis de remettre sur la place publique la condition insupportable des sans abri

« Le tourisme peut valoriser les richesses humaine et sociale de Paris »

Pour Henriette Zoughebi, présidente du Comité régional du tourisme d'Ile-de-France, l'attractivité de la capitale permet de penser la politique touristique à une échelle régionale.

Comment concilier tourisme et cadre de vie des Parisiens ?



Je crois qu'il faut d'abord prendre en compte le changement des attentes des voyageurs. En voyageant, on veut aujourd'hui vivre une véritable expérience personnelle, visiter des lieux, mais surtout rencontrer des gens. Ce que veulent désormais les voyageurs, c'est rencontrer les autres. Il y a un nouveau travail à faire pour valoriser, en plus de leurs richesses de patrimoine, les richesses humaine et sociale de Paris et de l'Ile-de-France. Dans les quartiers du Nord et de l'Est, d'un côté et de l'autre du périphérique, il existe de nombreux lieux de musique, de théâtre, de mode, où travaillent de jeunes créateurs. C'est toute cette vitalité culturelle qu'il faut mettre en avant. Et parce que dans une rencontre chacun s'enrichit de l'autre, les Parisiens ont tout à y gagner. Nous travaillons aussi à penser le tourisme à l'échelle de la région pour mieux disperser les flux de voyageurs. Je sais d'ailleurs que c'est une préoccupation forte des élus de la ville de Paris et de l'Office du tourisme et des congrès de Paris. On sait, par exemple, qu'en quelques années le nombre de chambres d'hôtels en Seine-Saint-Denis a considérablement augmenté. Cela appelle à développer autrement les transports en commun. Enfin, quand Paris et l'Ile-de-France sont au cœur des échanges par train (Londres à 2 h 15 avec l'Eurostar, TGV Est, Thalys à destination d'Amsterdam et Bruxelles), nous devons pouvoir recevoir les voyageurs qui viennent de loin sans émettre de pollution. Touristes et parisiens peuvent avoir les mêmes intérêts !

Justement, comment associer les Parisiens à ce développement touristique ?

D'abord par l'économie que cela engendre : le secteur du tourisme en Ile-de-France

représente 440 000 emplois et environ 10 % du PIB régional. C'est donc le premier secteur créateur d'emploi, notamment en ce qui concerne les PME-PMI. Et, il faut le noter, un secteur où l'emploi est par définition non délocalisable ! Pourtant, de nombreuses offres d'emploi restent non satisfaites. C'est pourquoi le Comité Régional du Tourisme travaille avec la région sur la question des métiers et des formations nécessaires aux acteurs touristiques. Des dernières grèves dans l'hôtellerie ont montré que la qualité de l'emploi et le montant des salaires n'étaient pas à la hauteur des attentes des salariés. Du côté des formations, il y a également des progrès à faire. En fait, ce qui est à renouveler, c'est la conception même de ces métiers d'accueil si essentiels à une destination comme la nôtre. La moitié de nos visiteurs sont déjà venus et ont envie de revenir : ils feront le choix d'autres destinations s'ils ne sont pas accueillis dans les meilleures conditions. Il s'agit donc de revaloriser les métiers de l'accueil, tant au niveau de l'image que des conditions de travail. La qualité de l'emploi permettra en retour une meilleure qualité d'accueil. Dans le tourisme, l'économique et le social peuvent facilement se rejoindre, à condition de mobiliser l'ensemble des acteurs du secteur : à la fois les grandes structures professionnelles, patronales et salariales, comme les élus soucieux de l'avenir de leurs territoires, et naturellement, les parisiens eux-mêmes.

Dans le cadre de ce développement touristique, comment prendre en compte l'ensemble de la région Ile-de-France ?

Le développement touristique peut être un moyen de dynamiser les échanges entre Paris et l'ensemble de l'Ile-de-France. Paris est bien le cœur de l'attractivité touristique grâce à l'immensité de son patrimoine culturel et architectural, grâce à ses spectacles. Ses musées appartiennent à l'imaginaire de tous les peuples. On sait peut-être moins que Paris est la première

ville au monde pour l'accueil de salons, de séminaires et de congrès. Mais nous ne devons pas oublier que ce qui fait l'identité parisienne c'est aussi la diversité de sa population, les ambiances très différentes qui s'y mêlent. Paris est connu pour son patrimoine mais aussi pour ses quartiers tels que Barbès, le Marais, Bastille, Montmartre ou Belleville. Toute notre région est une région « monde ». Je pense aux Puces de Saint-Ouen, à l'incroyable marché de Saint-Denis, au canal de l'Ourcq de La Villette vers Pantin et Bobigny. Le tourisme peut valoriser cette identité. Il peut être le vecteur de nouvelles rencontres entre Paris et sa banlieue, entre l'Ile-de-France et le monde entier.

Chiffres clés...

Paris et la Région comptabilisaient 45 millions d'arrivées touristiques en 2006, dont 28 millions en hôtel. **Le tourisme représente 10 % du PIB régional. En Ile-de-France, plus de 440 000 emplois salariés ont été recensés dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des transports et des loisirs.** En 2006, il y avait plus de 2 500 hôtels en Ile-de-France pour une capacité totale de près de 156 000 chambres. Paris comptait 61 % des hôtels franciliens, soit 51 % de la capacité hôtelière francilienne en nombre de chambres. Avec 62 millions de nuitées, un taux d'occupation moyen annuel de 72,0 %, une durée moyenne des séjours de 2 jours. Enfin, les principales clientèles étrangères sont les visiteurs de : Royaume-Uni, États-Unis, Espagne, Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Belgique, Chine...



Camille Marmet,

responsable-coordinatrice de l'association ça se visite !

« L'association *ça se visite !* s'est spécialisée dans la découverte de quartiers populaires de Paris et de la proche banlieue (Belleville, Ménilmontant, canal Saint Martin, Porte Montmartre, Clignancourt, St Ouen...) en proposant des balades urbaines axées sur la rencontre avec les habitants. Ces visites sont complémentaires à l'offre existante standardisée pour deux raisons. D'abord, par l'animation : les balades urbaines que nous proposons reposent en effet sur la rencontre avec les habitants et les structures implantées localement.

L'accompagnateur est ainsi habitant du quartier. Et du fait de petits groupes, le visiteur participe aux échanges et devient aussi acteur de la visite. Ensuite, par les territoires : l'association se positionne comme « révélateur de quartiers ». Elle tente d'amener une nouvelle activité touristique dans des quartiers qui sont à l'écart des flux touristiques classiques. Finalement, le tourisme tel que *ça se visite !* le conçoit, permet de créer des retombées économiques directes (emplois locaux pour les accompagnateurs) et indirectes (promotion des commerces

locaux...) ; de créer du lien, des échanges et de la convivialité entre habitants et visiteurs ; de révéler les richesses des quartiers populaires, peu connus des touristes ; de faire ainsi remonter le sentiment d'appartenance, d'identité de ces quartiers ; enfin, de répondre à une demande de la clientèle en recherche de nouvelles formes de tourisme plus humaines, authentiques et plus respectueuses de leur environnement. Ainsi, *ça se visite !* souhaite par-dessus tout participer à la promotion et au développement social, économique et culturel de ces quartiers »

Monique Pignet,

directrice de l'Hôtel Claret et du Grand Hôtel des Gobelins, elle y organise des manifestations de poésie.



« Comment concilier mes projets de poésie (organisation du Prix Apollinaire, lectures de poèmes) et le tourisme à Paris ? Ma réponse est simple : nous sommes des hôteliers, nous avons donc une vocation d'accueil. Pour cela il nous faut d'abord un bon produit qui respecte le client en terme de qualité/prix, et une équipe motivée : c'est la base. Ensuite, on

cherche à donner autre chose. Déjà, nous sommes des hôtels Logis de France, qui sont le symbole d'une hôtellerie familiale à visage humain : cette chaîne est essentiellement implantée en province et valorise le terroir à travers un support culinaire (produits régionaux, vins...). À Paris, où les Logis de France sont très récents, notre terroir, c'est l'art. Personnellement, j'ai toujours été dérangée par la séparation entre le monde de l'art, de la culture, et le monde des affaires ou du travail tout simplement. J'ai trouvé cela injuste et j'ai cherché à établir des croisements. À travers mes projets, j'ai compris que je valorisais mes établissements. Je surprends mes clients et je leur fais plaisir. Mais j'ai aussi vite compris que le personnel était très sensible à ces projets. Il se sent valorisé et s'implique avec enthousiasme. Dans mon projet « Paris dans le regard du voyageur » en 2000 – projet qui a été primé par le Comité Régional du Tourisme – les clients étaient invités à laisser un témoignage écrit de leur passage dans une boîte à lettres réservée à cet effet. Un poète écrivain avait rédigé des phrases qui invitaient les clients, que nous appelions voyageurs, à l'écriture. Le personnel d'étage et de salle était impliqué dans l'opération, convié à des réunions avec l'écrivain. C'est ainsi que l'on constitue une équipe motivée. »



L'Interloque

Première ressourcerie parisienne, l'association l'Interloque, créée il y a 5 ans, est acteur et outil du développement urbain soutenable. Son directeur, Giancarlo Pinna, milite pour une économie qui prenne en considération « l'homme, et pas seulement le porte-monnaie ». La pratique de l'Interloque lui donne raison. Le développement d'un territoire doit s'appuyer sur ses ressources, les personnes qui y habitent.

Collecte et recyclage, réemploi d'objets au lieu de les envoyer à la benne, rien de très original. Mais si on y regarde de plus près, l'Interloque c'est bien autre chose. La ressourcerie porte autant sur l'aspect immatériel - les personnes - que sur l'aspect matériel - les objets -, dans une optique de création de lien social à travers un lieu récréatif. L'Interloque valorise donc les objets mais aussi les hommes qui les transforment. L'atelier, où chacun peut créer des objets à partir des matériaux récupérés, ou tout simplement boire un café, accueille aussi des enfants des CMP et des adultes fragilisés, en lien avec les structures qui les accompagnent. C'est un lieu de resocialisation et de redynamisation. Et un lieu de rencontre, d'accueil de réunions poétiques, politiques, de locataires...

Les 5 salariés et les bénévoles de l'association participent à l'animation de l'atelier, ouvert tous les jours, ainsi qu'à des animations et sensibilisations dans des écoles, ou en lien avec les gardiens dans des cours d'immeubles etc., sur l'éducation à l'environnement, le civisme et la citoyenneté. Ils gèrent aussi les boutiques. L'une est consacrée

à la vente des objets collectés (surtout par apport volontaire, tout le monde s'y met dans le quartier, des particuliers aux commerçants et aux institutions). Ce qui n'est pas revendu en boutique ni utilisé dans l'atelier est donné ou envoyé au recyclage. Dans l'autre boutique sont vendus des objets fabriqués dans l'atelier (allez y faire un tour, c'est délicieux de créativité et d'humour).

L'Interloque reçoit des subventions d'institutions ce qui permet de faire avancer ou démarrer des projets. Mais c'est par la ressourcerie qu'elle trouve un équilibre économique, assure la charge des salaires et des locaux, tout en créant des emplois et en offrant à des personnes à faible revenus des produits à bas prix.

Espace Eugène Poubelle

7-7 ter rue de Tréaigne 75 018 Paris

Tél. 01 46 06 08 86

stakhanof@hotmail.com

ouvert du lundi au samedi 10-13h/14h-19h, dimanche 15h-19h

SAISIS DANS LES RUES DE PARIS

TROP DE CHEFS
PAS ASSEZ
D'INSURGÉS

TOUT EST PERDU
sauf le Bonheur.

PENSER GLOBAL
VIVRE LOCAL.

Paris
Met ne vous embarque comme un Folio
Si, LA POLICE!



GUERRE
AUX
PAUVRES
SARKO ?
CA VA PAS
LA TETE !

